

Pour une Europe de la santé coordonnée, efficace et protectrice pour les citoyens

TRAVAUX

PUBLIÉE LE 12/04/2022

Saisine liée : [COMMENT CONSTRUIRE UNE EUROPE DE LA SANTÉ ?](#)

Comment construire une Europe de la santé

Le CESE a adopté ce jour avec 137 voix pour, 20 contre son avis "Comment construire l'Europe de la Santé ?" rapporté par [Catherine Pajarès Y Sanchez](#) (Groupe CFDT) et [Benoît Miribel](#) (Groupe Associations) au nom de la [Commission Affaires européennes et internationales](#)

Télécharger l'avis

Télécharger la fiche de synthèse

L'Europe de la santé : un projet ambitieux et global

Partant des leçons à tirer de la gestion de la pandémie de Covid-19 et s'inscrivant dans le cadre de la Présidence française de l'Union européenne en cours, le CESE formule 17 préconisations pour poser les bases d'une Europe de la Santé efficace, à même de répondre à ces nouveaux défis et aux attentes des citoyens.

Développer une démocratie sanitaire européenne

Eriger en priorité politique dans l'agenda des instances européennes et des États, la construction d'une Europe de la Santé, basée sur un modèle unique, en ligne avec les valeurs de l'Europe et adaptée aux besoins des citoyens

- **définir une stratégie européenne de la santé** qui permettra de renforcer la voix de l'Europe sur la scène internationale.
- **assurer une meilleure représentation des citoyennes et citoyens ainsi que de la société civile organisée dans le système de gouvernance** des agences européennes en charge de la santé.
- **construire un modèle européen commun en matière de santé basé sur le One Health** (approche intégrée « un monde, une santé ») reposant sur les valeurs de solidarité et de cohésion sociale et territoriale de l'UE

Coordonner davantage, intensifier la prévention et relever les défis :

- **mandater la commissaire européenne à la santé et à la sécurité alimentaire**

Le CESE souhaite que ce Commissaire soit responsable de la coordination des agences sanitaires de l'UE, sous le contrôle du Parlement européen, et pour favoriser l'articulation avec les autres politiques publiques européennes.

- soutenir la proposition de directive européenne sur les risques psycho-sociaux et le bien-être au travail

Le CESE demande que cette directive soit menée en consultation avec les partenaires sociaux afin que chaque citoyen bénéficie des mêmes droits et des mêmes protections en termes de santé au travail.

- lever les brevets, en cas de pandémies et crises sanitaires

Le CESE rappelle que la santé est un bien commun, et l'UE doit pouvoir en cas de crises sanitaires, doter les pays tiers de capacités de fabrication et d'administration des vaccins.